

## EDITORIAL



Par  
**Gwendal Rouillard**  
Premier secrétaire fédéral

### Combativité et pédagogie

Après la phase de débats participatifs souhaitée par Ségolène Royal, notre candidate explicite depuis le 11 février son Pacte présidentiel et ses 100 propositions. Depuis Villepinte, la critique sur le thème "elle n'a pas de programme" se fait d'ailleurs beaucoup plus discrète.

Lors du meeting de Rennes, elle a aussi répondu aux nouvelles attaques sur le chiffreage et sur la compétence indispensable d'un(e) chef d'Etat. Le financement en cours de son Pacte ne doit pas masquer la nécessité de le populariser auprès des citoyens. Laissons au président de l'UMP et à son entourage les incohérences budgétaires.

Comment le Ministre de l'Intérieur peut-il en effet promettre à hauteur de 120 milliards d'euros (50 milliards pour son projet et 70 milliards qui correspondent à la baisse annoncée de 4 points sur 5 ans des prélèvements obligatoires), servir telle ou telle clientèle et réduire la dette en deçà des 60 % de la richesse nationale ?

Peut-il être jugé "compétent" au regard de ces chiffres irréalistes... et des actes gouvernementaux depuis 2002 : croissance faible, chômage élevé (cf l'échec du CNE), pouvoir d'achat en baisse, crise du logement, violences aux personnes et délinquance des mineurs en augmentation, etc.

Le moment est venu de dénoncer avec force l'imposture du "renouveau Sarkozy". Nous devons le remettre à sa place : le candidat de la continuité UMP, de la fiscalité faible pour les hauts revenus, de la remise en cause du droit du travail et le candidat préféré de George Bush.

D'autre part, il est aussi temps de rappeler quelques réalistes sur François Bayrou et l'UDF. Son passage au Ministère de l'Education nationale a été synonyme de mépris pour l'enseignement public et ses serviteurs. Ses élus locaux, inspirés sans doute par André Santini et Gilles de Robien, gouvernent toujours avec l'UMP et la droite.

En pensant encore à Le Pen et au 21 avril 2002, rappelés en permanence l'enjeu du 22 avril et du vote utile. Un vote non pas brandit comme une menace mais comme la seule opportunité de changement. Pour gagner au second tour (encore faut-il y être), Ségolène Royal a besoin d'une dynamique puissante dès le premier tour.

D'ici cette date, nous mènerons le combat dans le Morbihan en organisant de multiples initiatives : Journée mondiale des Femmes le 8 mars, rassemblement des élus socialistes et républicains le 11 mars, débats sur l'Europe à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome le 25 mars, etc.

Cette campagne présidentielle doit être une campagne municipale. Nous lancerons donc début mars les 100 débats du Changement afin de présenter notre Pacte et rencontrer un maximum de citoyens. Refusons les stratégies de démobilité auxquelles participent certains éditorialistes et mobilisons-nous pour la victoire du 6 mai.

## La Bretagne mobilisée autour de Ségolène Royal

**Comme François Mitterrand en 1988, Ségolène Royal a choisi Rennes et la Bretagne pour son premier meeting national de la campagne présidentielle. Soutenue par plus de 15 000 personnes dont 500 Morbihannais partis en bus, la candidate de Gauche a présenté son Pacte présidentiel, dénoncé les impôts - tures Sarkozy-Bayrou et appelé chacun à la mobilisation. Voici les extraits "régionaux" de son discours disponible sur le site internet [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr)**

(...) Je veux saluer la Bretagne de la mer première région maritime française qui se mobilise pour défendre ses métiers, en particulier ceux de la pêche, mais aussi des industries navales, celle qui se bat pour sa sécurité contre les pollutions, celle qui a payé si cher le prix des catastrophes maritimes pour savoir que la mer doit d'abord être protégée, cette Bretagne qui au moment du procès de l'Erika crie : plus jamais cela ! Alors que des firmes sans scrupules mais sans argent prennent le risque de dégrader pour l'éternité le patrimoine commun de l'humanité et ne font même pas le geste d'indemniser de façon unilatérale l'ensemble des communes qui ont été souillées. C'est un scandale par rapport aux supers profits des compagnies pétrolières.

Je veux saluer la Bretagne de la terre, celle qui a fait de cette région agricole l'une des premières d'Europe avec un modèle coopératif qui vous inspire une légitime fierté, mais aussi celle qui fait un effort pour une agriculture enfin respectueuse de l'environnement et qui s'inquiète devant les perspectives de la future politique agricole commune et qui demande, comme je le fais aussi, la régionalisation des aides. La Bretagne de la terre, bien sûr, mais aussi celle de ses industries



notre solidarité entière, notre colère contre l'inertie gouvernementale, notre volonté de construire une politique industrielle française et européenne (...) Que fait le gouvernement pour mettre fin à l'inertie et à la naïveté ? Oui, nous devons conduire des politiques économiques modernes, oui nous devons relever le pays avec une efficacité assumée. Et je le dis ici, nous le disons, nous sommes solidaires des salariés d'Alcatel.

d'avenir, de ses entreprises dynamiques, de ses laboratoires réputés, mais aussi la Bretagne qui s'inquiète quand un libéralisme débridé frappe des secteurs clés que sont l'automobile et la filière électronique.

Et l'exemple d'Alcatel démontre encore combien le profit à court terme des fonds de pension peut mettre à bas des centres de recherche et d'innovation. Oui, je suis aux côtés de cette Bretagne qui résiste et qui lutte. Et cette cause-là est désormais la mienne et je veux dire aux salariés d'Alcatel menacés de délocalisation, et que nous venons de recevoir tout à l'heure avec Edmond Hervé et Jean-Yves Le Drian, je veux leur dire



(...) Et je le réaffirme ici solennellement, la régionalisation est le fait que l'Etat donnera des moyens suffisants aux Régions pour défendre les entreprises des pôles de compétitivité, la régionalisation sera un des leviers d'une politique économique efficace. Oui, une nouvelle étape de la régionalisation sera lancée avec des transferts clairs de compétences comme le développement économique et l'équipement des universités. (...) Et je le dis ici aussi en respect pour les identités régionales et je sais que vous y êtes attachés. Je ferai ratifier la Charte des cultures et des langues régionales pour donner toute leur place aux identités culturelles et linguistiques (culture, musique et langues). Et cet effort-là, cet engagement n'est pas incompatible, au contraire, avec ma volonté de promouvoir la francophonie à travers le monde.

**Journée internationale des Femmes  
Jeudi 8 mars 2007**

**Les manifestations dans le Morbihan en pages 3 et 4**

## Débats participatifs

Les débats participatifs sont animés par la Fédération et les candidats aux législatives. Ils ont pour but de se mettre à l'écoute de nos concitoyens et de présenter les propositions de Ségolène Royal :

### 3<sup>ème</sup> Circonscription

Moréac – Salle polyvalente  
"Emploi, précarité, baisse du pouvoir d'achat" - Jeudi 8 mars - 20h30

### 4<sup>ème</sup> Circonscription

Chaque réunion traitera des thèmes suivants :  
Economie/Emploi, Développement durable, Accès à la connaissance...

Pluherlin – Salle polyvalente  
Mardi 27 février - 20h30

Guer – Salle de la gare  
Vendredi 2 mars - 20h30

### 5<sup>ème</sup> Circonscription

Ploemeur – Salle Océanis  
"Développement durable et solidaire : quelle qualité de vie pour demain ?"  
Mercredi 28 février – 20h00

## Appel aux adhérents de la 5<sup>ème</sup> circo...

Pour meubler "l'appart' de campagne" de Françoise Olivier-Coupeau, recherchons en prêt pour quatre mois :

- plateaux de bureaux (à poser sur tréteaux)
- un aspirateur
- un bureau
- un fax
- chaises de bureau
- une table basse
- un canapé ou des fauteuils

Merci d'appeler le 06 84 01 30 24

Par ailleurs, nous annonçons une porte ouverte du local :

Appart' de campagne  
10 bd Joffre à LORIENT  
Samedi 10 mars de 9h à 12h

## Réunions de sections

### Section de Lanester

Jeudi 1<sup>er</sup> mars 2007  
à 20h30

Local de section - salle Roger Bonizec

### Section de Lorient

Jeudi 1<sup>er</sup> mars 2007  
à 18h30

Cité Allende  
Maison des associations  
Salle A02

# CAMPAGNE LÉGISLATIVE

## Jean-Pierre Le Roch Candidat de la 3<sup>ème</sup> circonscription

**Dans le cadre de la campagne pour l'élection législative dans le Morbihan, le Rappel lance une série de dossiers qui permettront de mieux faire connaissance avec nos candidats. Ce premier volet est consacré à la 3<sup>ème</sup> circonscription et à son candidat, Jean-Pierre Le Roch.**



Jean-Pierre Le Roch  
Candidat à l'élection législative dans la 3<sup>ème</sup> circonscription  
Suppléante : Monique Danion

### Curriculum vitae...

Jean-Pierre Le Roch est né le 18 mars 1946 à Locmalo (Morbihan) – marié – 3 filles. Il est professeur de

mathématiques en retraite, titulaire d'une maîtrise de sciences physiques.

### En tant qu'élus...

- Maire de Pontivy (Morbihan) depuis 1995
- Conseiller municipal de Pontivy depuis mars 1989
- 1992 – Candidat PS aux cantonales (canton de Pontivy)
- 1993 – Candidat PS aux législatives (3<sup>ème</sup> circonscription)
- 1995 – Maire (PS) de Pontivy (Morbihan)

- 1997 – Candidat PS aux législatives (3<sup>ème</sup> circonscription)
- 1998 – Conseiller régional PS de Bretagne (élu dans le Morbihan)
- 2001 – réélu Maire PS de Pontivy
- 2002 – Candidat PS aux législatives dans le Morbihan (3<sup>ème</sup> circonscription)
- 2004 – réélu Conseiller régional PS de Bretagne (Morbihan)
- 2004 – Vice-Président du Conseil régional - Préside la Commission de l'Aménagement du territoire, des infrastructures et des finances du Conseil Régional de Bretagne.

## L'enjeu industriel sur la 3<sup>ème</sup> circonscription

**Lors du meeting de François Hollande à Pontivy tu as mis l'accent sur l'industrie, peux-tu nous en dire plus ?**

Dans le pays de Pontivy, 1 salarié sur 3 est employé dans l'industrie. Et de nombreuses activités de services sont en fait liés à l'industrie, comme les transports, le nettoyage industriel ou l'intérim par exemple. L'industrie est donc au centre de toutes les questions qui nous préoccupent : l'emploi, les conditions de travail, les revenus, l'égalité salariale hommes-femmes... En plus, je crois qu'il n'y a pas d'avenir sans industrie.

### On parle pourtant surtout de tertiarisation de l'économie...

C'est un trompe l'œil. Les Etats-Unis ont conservé toute leur puissance industrielle. La Chine est un géant industriel. C'est l'industrie qui fait de l'Allemagne la première puissance exportatrice du monde, en particulier ses industries automobile, chimique, mécanique. Même chose pour le Japon avec l'automobile et l'électronique. Le discours sur la tertiarisation a pour seul but de justifier les délocalisations.

**Mais les grandes réussites économiques se situent plutôt en dehors de l'industrie ?...**

Tous les grands noms de l'inter-

net sont américains et l'Amérique est aussi la première puissance industrielle dans l'informatique et les réseaux. Et

c'est bien l'industrie, avec ses innovations technologiques, qui permet l'émergence de nouveaux services.

### Tu parles de réveiller une politique industrielle ambitieuse...

Je pense en particulier à l'agroalimentaire. Elle représente les deux-tiers des emplois salariés du centre Bretagne, c'est la première industrie bretonne. Cette industrie, et l'agriculture dont elle est issue, ont de très grands défis devant elles : en terme de qualité, de santé et d'environnement. Elles ont besoin impérativement d'un engagement fort et durable de l'État, dans la recherche et l'innovation. Elles ont aussi besoin de perspectives économiques dans la



Jean-Pierre Le Roch en compagnie de Ségolène Royal et Jacques Faucheux en 2006 à Rennes.

durée, ce qui nécessite de rester ferme sur la PAC.

### Sur quoi devrait se fonder cette politique industrielle ?

Le Pacte présidentiel propose l'essentiel : investir massivement dans l'innovation et la recherche, viser l'excellence environnementale, créer une agence de réindustrialisation pour préparer l'avenir et réduire les risques de délocalisations.

Il propose aussi une idée très prometteuse, celle d'une PAC mondiale pour organiser les marchés à l'échelle de la planète et donner une vraie chance à l'agriculture des pays en développement. Ségolène Royal nous propose de faire de la PAC un instrument de progrès pour le monde entier. C'est très motivant !

### Les électeurs de ta circonscription sont-ils sensibilisés à ces questions ?

Oui, et ils le sont d'autant plus qu'ils subissent de plein fouet la crise avicole. En 5 ans, la production française de dindes a reculé d'un tiers ; dans le même temps, les importations européennes ont explosé. Le lien est simple à faire entre l'abandon de la préférence communautaire et les restructurations et les suppressions d'emplois.

Ce recul français sur la préférence communautaire explique aussi les pressions terribles qui s'exercent sur les salariés au travers des salaires et des conditions de travail. De ce point de vue aussi, le Pacte présidentiel représente un sérieux espoir avec ses propositions sur le niveau du SMIC, la négociation collective, les 35 heures et la représentation syndicale.



François Hollande entouré de Jean-Pierre Le Roch et sa suppléante Monique Danion - Conseillère régionale et Maire de la Vraie Croix, à l'occasion du meeting de Pontivy.

## REGION BRETAGNE

# EPF L'Etat rompt le pacte républicain

**Dans un communiqué à la presse, Jean-Yves Le Drian dénonçait récemment le désengagement de l'Etat sur le dossier de l'Etablissement Public Foncier Régional...**

En Bretagne, la hausse des prix des terrains est telle que les ménages les plus modestes n'arrivent plus à se loger, les agriculteurs à s'installer et les communes à acheter des parcelles pour y construire des logements ou aide à l'installation. Pour participer efficacement à l'effort national de construction de logements, sociaux notamment, annoncé par le Gouvernement, la Région Bretagne demande la création de l'Etablissement Public Foncier Régional.

Au moment où la mobilisation en faveur des sans-abri connaît un écho considérable, Jean-Yves Le Drian souligne que *"le droit au logement ne sera crédible que si la production de logements connaît une augmentation massive. En Bretagne, comme ailleurs en France, tous les professionnels du secteur s'accordent à considérer que le prix et la disponibilité du foncier est aujourd'hui le premier obstacle à la construction de nouveaux logements. Nous devons tout faire pour que les salariés ne soient pas obligés de se loger à plus d'une heure de leur lieu de travail. Les jeunes couples ne doivent pas être forcés de quitter leur ville ou leur village en raison du coût prohibitif*



*du loyer ou du terrain."*

Le Président poursuit : *"Nous sommes prêts. Les quatre départements soutiennent la création de l'EPF et les sollicitations viennent de toute la Bretagne. Elles transcendent le clivage droite-gauche, la situation littoral-rural : on a voté pour à Josselin comme à Rennes, à Belle-Île comme à Uzel-près de l'Oust"* déclare le Président du Conseil régional.

Il ajoute que *"nous ne pouvons pas nous priver des outils qui sont la base de l'action publique en matière de construction de logements. Un EPF, c'est l'outil de mutualisation des moyens et de solidarité entre les territoires ..."*

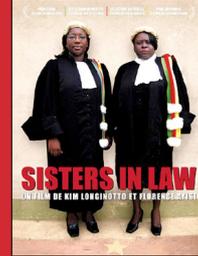
En conclusion, Jean-Yves Le Drian

exprime toute son incompréhension et dénonce la rupture du pacte républicain en Bretagne : *"J'hésite entre deux termes pour caractériser l'attitude de l'Etat en Région sur la question de l'EPF : désinvolture ou cynisme"*. Irrité par l'absence de représentants de l'Etat au comité de suivi du projet "EPF Bretagne" - qui s'est tenu le 2 février - le Président explique : *"Nous sommes face à un préfet qui ne transmet pas un dossier bouclé depuis 4 mois au Premier Ministre. Nous sommes face à un Etat qui ne respecte pas sa stratégie régionale - l'EPF est inscrit depuis 2003 dans le PASER Bretagne. Nous sommes face à un Etat qui ne respecte pas la parole d'un des ces ministres venu annoncer la création d'un EPF en Bretagne au mois de juin 2006"*.

Le Président du Conseil régional en appelle à un arbitrage urgent du Premier Ministre sur un dossier d'actualité qui concerne tous les bretons. Il réclame l'égalité de traitement entre tous les territoires français *"Je ne comprends pas pourquoi ce que l'Etat autorise aux Lorrains, aux Parisiens ou aux Normands, l'Etat l'interdit aux Bretons"*.

## Journée internationale des Femmes

**Ciné-débat organisé par "Ni Putes Ni Soumises"**



Projection du film "Sisters in Law" suivi d'un débat,

**Le Jeudi 8 mars 2007 à 20h00**

au Cinéville de Lorient

Entrée 5 euros

## Conférence-débat avec Sandrine Treiner



Conférence débat avec Sandrine Treiner

Vendredi 9 mars 2007 Hennebont

La Mairie d'Hennebont organise une conférence-débat...

**Le Vendredi 9 mars Au Centre culturel d'Hennebont**

...animée par Sandrine Treiner - historienne et journaliste, conseillère éditoriale de l'émission culturelle "Ce soir ou jamais" et coordinatrice pour "Le livre noir de la condition de la femme", sous la direction de Christine Ockrent

## Café-débat à Lanester

Dans le cadre de la Journée internationale des Femmes, la section de Lanester organise un :

**Café-débat le mercredi 7 mars 2007 à partir de 20h00 au café des Beaux-Arts à Lanester**

## MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

# Les enfants soldats

**Du 5 au 6 février 2007, s'est tenue à Paris une conférence sur les enfants soldats, en présence des représentants de l'UNICEF...**

Pour nous en Europe, il est difficile d'imaginer des enfants armés de kalachnikov arpenter les rues des villes et villages. Mais dans de nombreux pays, cela est une réalité vécue par de nombreuses personnes. De cette situation, les enfants sont à la fois acteurs et victimes. Selon l'UNICEF, 300 000 enfants, garçons et filles, sont impliqués dans plus de 30 conflits dans le monde.

Le site de l'UNICEF donne la définition suivante d'un enfant soldat : *"une personne de moins de dix-huit ans qui fait partie régulièrement ou occasionnellement de toute force armée ou groupe armé... Cette définition comprend les filles recrutées à des fins sexuelles ou pour contracter un mariage forcé. Elle ne renvoie donc pas seulement aux enfants qui portent ou ont porté les armes."*

L'Afrique, généralement prise

comme exemple, n'est pas la seule zone géographique concernée. On retrouve des enfants soldats également en Russie, en Afghanistan, au Moyen-Orient, en Colombie...

Afin d'enrayer ce phénomène des principes concernant la prévention du recrutement d'enfants ont été posés lors de la conférence du Cap (Afrique du Sud) en 1997 et renforcés par celle de Paris. Dans le cadre des armées régulières, ces différents accords peuvent être facilement applicables car ce sont des organismes officiels soumis aux règles internationales.

Mais à quoi ces principes servent-ils quand les terroristes recrutent des enfants ? Il suffit de se rappeler des jeunes kamikazes en Israël et des enfants recrutés au sein des rebellions à travers le monde. Ces groupes respecteront-ils ces principes ? Il convient de se poser la question !

Soulignons l'importance du travail des différentes associations pour permettre aux enfants soldats de s'en sortir. Mais tant que les véritables causes des conflits ne seront pas résolues, les actions d'aide et de prévention ne seront qu'un éternel recommencement. En effet, les conditions sociales influent sur l'enrôlement des enfants dans les groupes armés : violence urbaine, extrême pauvreté, abandon. De ce fait l'engagement représente pour ces enfants bien souvent une sorte de protection et de statut social. Pour d'autres, il s'agit tout simplement d'un moyen de survie.

L'accès à l'éducation et la lutte contre la pauvreté sont deux axes primordiaux pour tenter d'enrayer le phénomène des enfants soldats.

**Guillaume et Gadley Site internet de l'UNICEF : [www.unicef.fr](http://www.unicef.fr)**

## Agenda

### Premier secrétaire fédéral

**Mercredi 28 février - Ploemeur**  
Débat participatif

**Jeudi 1<sup>er</sup> mars - Lorient**  
Réunion avec la section

**Jeudi 8 mars**  
**Lorient / Ploemeur**  
Journée mondiale des Femmes

## Actualité

### Justice sociale et impôts

Le débat engagé pendant cette campagne des élections présidentielles croule un peu trop sous les chiffres, auxquels on fait dire à peu près n'importe quoi. Au-delà de la polémique que ce genre de période peut engendrer, un des points essentiels abordés est évidemment la fiscalité et l'impôt. Selon certains à droite, la société se porterait mieux si l'on abaissait les impôts et les prélèvements obligatoires afin que l'argent soit réinjecté directement dans l'économie. Comme si l'impôt était anti-économique et ne servait qu'à entretenir une fonction publique pléthorique qui ne pense qu'à son bien-être. Cette analyse à courte vue ne tient évidemment pas la route et ceux qui vouent l'impôt aux gémonies seraient les premiers à se plaindre de la dégradation des services publics. Ils oublient aussi que la redistribution permet de soutenir la consommation, principal levier de la croissance. Un pays moderne et qui garde quelques valeurs morales et républicaines comme le nôtre se doit d'avoir un système fiscal équilibré, comportant des impôts progressifs sur les revenus, les bénéfices, le patrimoine et la consommation, facteur de cohésion sociale. Certes, la fiscalité de notre pays aurait besoin d'un coup de lifting, en particulier les fameuses niches fiscales si appréciées par certains. Baisser le taux des prélèvements obligatoires n'a aucune justification en soi sinon pour remettre en cause les systèmes de protection dont ils servent à assurer le financement. S'il y a accord sur le fond pour que l'argent public soit le mieux géré possible, il reste que toutes les missions publiques doivent être financées et que, pour ce faire, l'impôt est nécessaire. Aussi le discours ultra-libéral de "moins d'impôt" masque la volonté de réduire la sphère du service public en privatisant tout ce qui peut l'être, il nie aussi la fonction de l'impôt dans la réduction des inégalités. Il est vrai qu'en matière d'inégalités, l'action de la droite ne se situe qu'au niveau des paroles et des promesses. Une société sans impôt ne permettrait pas aux ménages de financer les dépenses de santé, de scolarisation des enfants et tout ce qui permet à une société de fonctionner normalement en offrant à tous ses citoyens les services publics qu'ils sont en droit d'attendre. Alors oui vive l'impôt, un impôt juste, proportionnel à tous les revenus.

Le Cormoran

## FÉDÉRATION

### Education

## Amplification de la scolarisation dès 3 ans

**Le Conseil fédéral a adopté, le 8 février dernier, une résolution sur l'éducation intitulée "Education en France et dans le Morbihan : pour une politique de progrès et d'égalité réelle". Dans ce texte, les socialistes morbihannais dénoncent la remise en cause de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans par le gouvernement et préconisent au contraire une amplification de cette scolarisation.**



les perspectives démographiques de la Bretagne. Selon les dernières projections, notre région atteindra 3,5 millions d'habitants avant 2020 (3,1 millions actuellement). Cette évolution, qui aura un impact déterminant dans le département, devrait inviter les décideurs à créer de nouveaux établissements publics.

service public éducatif, inquiétudes de nombreux parents pour la prochaine rentrée, incohérence par rapport aux travaux engagés dans les écoles par les élus locaux, etc.

A ce titre, les socialistes morbihannais demandent au Ministre de l'Education et à ses représentants de revenir sur leurs décisions et parmi d'autres mesures (notamment sur la carte scolaire), d'amplifier l'accueil des enfants de moins de 3 ans dont les vertus pédagogiques apparaissent significatives en particulier dans l'Académie de Rennes.

Lors de la campagne présidentielle, Ségolène Royal présentera très clairement ses engagements politiques et budgétaires en faveur d'un nouveau projet éducatif. De manière complémentaire, elle précisera également les modalités de mise en place du service public national de la petite enfance.

Texte également disponible sur [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr)

Le contexte éducatif national et départemental est inquiétant à tous les niveaux : absence de projet éducatif global, suppressions de postes d'enseignants au-delà des évolutions démographiques, remise en cause sans concertation des décrets de 1950 qui régissent les obligations de service des enseignants du secondaire, problèmes de non remplacement dans les écoles, reconnaissance insuffisante des personnels enseignants comme administratifs, décentralisation bâclée et non financée à l'euro / l'euro, etc.

Face à cette situation alarmante, les fonctionnaires expriment leurs préoccupations et leur révolte lors de manifestations comme celles de jeudi dernier et de manière quotidienne dans les établissements scolaires et autres services de l'Etat. L'enjeu est clair pour eux comme pour les socialistes : promouvoir une politique de progrès et d'égalité réelle en confortant notamment le service public de l'Education nationale.

Dans le Morbihan, les socialistes militent continuellement pour le développement de l'enseignement public. Conformément aux valeurs républicaines et laïques, il s'agit de permettre aux parents d'avoir une vraie liberté de choix de leurs établissements et de garantir une offre territoriale plus équilibrée.

Cette démarche est cohérente avec

Dans cette perspective, la décision de Gilles de Robien - Ministre de l'Education nationale (UDF) - de remettre en cause l'accueil des enfants de moins de 3 ans est inopportune et inacceptable. Sous couvert de récupération de postes en maternelle, le gouvernement et ses représentants locaux prennent une lourde responsabilité.

Cette mesure aura des conséquences déjà explicitées par les élus socialistes lors de la session de fin janvier au Conseil général : affaiblissement et image négative du

## Journée internationale des Femmes

La Ville de Ploemeur programme une série de rendez vous à l'Océanis les 7-8 et 9 mars intitulée "Chemins de Femmes"...

<b>Programme :</b>	
<b>Mercredi 7 mars</b>	<b>20h30 :</b> Débat et témoignage Béatrice Agénin et Yane Mareine : actrices Animation : Flore Limantour
<b>15h00 :</b> Atelier Lecture pour enfants (3-11 ans) Thème : L'éducation des filles	
<b>16h30 :</b> Goûter et rencontre	
<b>Jeudi 8 mars</b>	<b>Vendredi 9 mars</b>
<b>De 14h à 17h00 :</b> Projection de 2 documentaires (médiathèque de Ploemeur)	<b>13h45 :</b> Rando-fermes : rencontre avec les femmes agricultrices sur leurs lieux de travail
<b>De 18h à 20h00 :</b> Rendez-vous "Café Femmes" (Revue de presse, chansons, textes, poèmes...)	<b>16h30 à 20h00 :</b> Exposition - rencontres "Etats d'art de Femmes"
	<b>20h30 :</b> Théâtre "En allant à Saint-Ives"

### Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement pour 1 an : 20 €

## Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : [lerappelumorbihan@wanadoo.fr](mailto:lerappelumorbihan@wanadoo.fr) ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste  
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

**Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55**  
**Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : [fede56@parti-socialiste.fr](mailto:fede56@parti-socialiste.fr)**  
**Site Internet : [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr)**